

Tract

MARCHE DES LIBERTES

samedi 30 janvier 2021 à 14 h au pied du Castillet

Tous ensemble jusqu'au retrait de la loi « Sécurité globale » !

Malgré l'état d'urgence sanitaire et l'imposition du couvre-feu, les manifestations du samedi 16 janvier ont rassemblé 200 000 personnes dans 88 villes. Presque partout les cortèges ont défilé dans le calme et la détermination, cependant plusieurs grandes villes ont connu des atteintes graves à la liberté de manifester.

A Paris, plusieurs camions sonorisés ont été interdits de circuler dont ceux de l'Union des Collectifs LGBTQ+ et du Syndicat des Organismes Cultures Libres et Engagées.

Ainsi non seulement la police devrait décider qui peu filmer quoi, mais elle prétend imposer les musiques de son choix ! Bientôt la verra-t-on choisir les slogans ?

De plus, après de violentes charges policières, 10 conducteurs ont été emmenés au commissariat au motif d' « agression sonore » !

A Montpellier, d'autres camions avec matériel de sonorisation et drône géant symbolique ont été saisis et cinq manifestants placés en garde à vue. Des grenades lacrymogènes ont été lancées avec charge policière en fin de manifestation sur la grande esplanade du centre ville. Même chose à Toulouse et Lyon.

Ainsi, le gouvernement poursuit sa politique liberticide et répressive,

- en multipliant les atteintes au droit de manifester ;
- en instrumentalisant la crise sanitaire pour limiter au maximum les droits de circulation et libertés : couvre-feux systématiques à 18 heures ;
- en organisant une surveillance généralisée de la population (drones, caméras) ;
- en présentant un projet de loi « instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires », l'exception devenant la règle;
- en mettant en place un nouveau Schéma national de maintien de l'ordre (SNMO) qui sélectionnera les journalistes pour restreindre la liberté d'informer ;
- en prenant des décrets autorisant la police à fichier sur la base sur la base d'opinions politiques, philosophiques, religieuses, d'appartenance syndicale ou de données de santé...

On ne nous empêchera pas de manifester !

Plus déterminés que jamais notre mouvement voit de nouvelles associations nous rejoindre partout dans le pays, de nouveaux acteurs du monde social, culturel, syndical. Nous ne nous laisserons pas intimider par ces nouvelles entraves au droit de manifester en France.

Comme partout dans le pays, nous appelons la population à manifester à Perpignan le samedi 30 janvier à 14h au pied du Castillet pour le retrait de la loi « Sécurité globale » et du nouveau schéma national du maintien de l'ordre.

La coordination 66 « Stop Loi Sécurité globale », composée de nombreux syndicats, partis, collectifs et associations des Pyrénées-Orientales

#StopLoiSécuritéGlobale66

contact : observatoirelibertes66@laposte.net